

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 544

6 mars 2013

SOMMAIRE

Facts Luxembourg SA	26066	Tagus Properties S.à r.l.	26082
Forus Holding S.A. - SPF	26072	Tamweelview Listed Securities Holdings S. à r. l.	26082
Maison Seil S.A.	26083	Tivoli Servicing S.à r.l.	26083
Mediobanca SICAV	26088	Tomkins American Investments S.à r.l. ..	26110
M&G Real Estate Funds Management S.à r.l.	26076	Transports Even S.à r.l.	26083
Saran S.A., SPF	26070	Treveria Eighteen S.à r.l.	26083
SFGD S.A.	26071	Treveria Five S.à r.l.	26087
Shangri-La Hotels (Europe)	26071	Treveria Four S.à r.l.	26087
Shangri-La Hotel (Vienna)	26071	Treveria Nineteen S.à r.l.	26088
Société Anonyme Immobilière A.G.	26074	Treveria One S.à r.l.	26088
Société Hôtelière du Senior Hôtel R.R. d'Echternach SA	26074	Treveria Seventeen S.à r.l.	26102
Socoproject Immobilière S.A.	26074	Treveria Sixteen S.à r. l.	26103
Solaia Immo S.A.	26074	Treveria Thirty-One S.à r.l.	26103
Solaia Immo S.A.	26075	Treveria Thirty S.à r.l.	26103
Soletanche Luxembourg S.à r.l.	26075	Treveria Three S.à r.l.	26109
Speedlingua S.A.	26075	Treveria Twenty-Nine S.à r.l.	26110
Spire Payments Holdings S.à r.l.	26066	Treveria Twenty-One S.à r.l.	26110
Stadsfeestzaal Lux S.à r.l.	26070	Treveria Twenty S.à r.l.	26109
Summerlee Sàrl	26103	Treveria Twenty-Seven S.à r.l.	26110
Suridam Holding S.A.	26076	Treveria Twenty-Six S.à r.l.	26112
Suridam Holding S.A.	26082	Treveria Two S.à r.l.	26112

Spire Payments Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.195.652,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 166.554.

Cession de parts

Avec effet au 30 octobre 2012, un changement dans l'actionnariat de la société ci-dessus a eu lieu comme suit:

- Fujian Newland Computer Co. Ltd, détenant 4.347.827 parts sociales ordinaires de classe D dans la société ci-haut mentionnée, a cédé la totalité de ses parts à:

Fujian Newland Payment Technology Co., Ltd, une société de droit de République populaire de Chine, enregistrée au «Administration pour l'Industrie et le Commerce de PingTan City» sous le numéro 350128100024052, avec adresse au No. 5, DongDa Street, Tan Cheng Town, PingTan, Fuzhou, 350400, République populaire de Chine.

Dès lors, les associés et la répartition des parts sociales est à inscrire comme suit:

Spire Executive Holdings, Ltd.	625.000 Parts Sociales A1
	625.000 Parts Sociales A2
	625.000 Parts Sociales A3
	625.000 Parts Sociales A4
	625.000 Parts Sociales A5
	625.000 Parts Sociales A6
	625.000 Parts Sociales A7
	625.000 Parts Sociales A8
	1.500.000 Parts Sociales Ordinaires B
	3.000.000 Parts Sociales Ordinaires C
SaNiGol S.à r.l.	13.500.000 Parts Sociales Ordinaires B
Pacific Funds S.à r.l.	27.000.000 Parts Sociales Ordinaires C
Fujian Newland Payment Technology Co., Ltd	4.347.827 Parts Sociales Ordinaires D

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 21 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016015/32.

(130018968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Facts Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 128, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 175.541.

STATUTS

L'an deux mil treize, le six février,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

Ont comparu:

Monsieur Dirk DE BRANDT, consultant, né à Schoten, Belgique, le 26 décembre 1969, demeurant à B-1860 Meise, 28, Strooistraat,

Monsieur Wouter VAN SEVER, consultant, né à Vilvoorde, Belgique, le 26 avril 1982, demeurant à B-2830 Willebroek, Beukenlaans, et

Monsieur Philippe LEYS, consultant, né à Gand, Belgique, le 17 juin 1978, demeurant à B-3078 Everberg, 28, Vreboss-straat.

Ces comparants ont requis le notaire instrumentant d'acter comme suit les statuts d'une société anonyme qu'ils constituent entre eux:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de «FACTS LUXEMBOURG SA».

Art. 2. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Par simple décision du Conseil d'Administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet:

- toute prestations informatiques, notamment l'achat, l'importation, l'exportation, la vente, la maintenance, la location, l'assemblage, l'étude et la conception de tous systèmes informatiques et télématiques connus ou pouvant être créés, ainsi que tous services associés;

- le développement de sites internet, de bases de données relationnelles, de conseil en gestion informatique et marketing, de développement de nouveaux marchés dans toute l'Europe et mondiale, grâce aux outils de communication basés sur le Web et le courrier électronique, tels qu'en mailing, en ce compris la location et la mise à disposition du matériel et des logiciels nécessaires à l'atteinte des objectifs et plus largement l'assistance, le conseil et la gestion financière et marketing d'entreprises y compris la mise à la disposition de personnel et sa formation;

- l'organisation de formations dans les domaines suivants: utilisation d'ordinateurs personnels, organisation et agenda électronique, imagerie électronique et pré-presses pour les arts graphiques, bases de données relationnelles, matières financières;

- la réalisation de films et de photos numériques et séquences animées de type Quicktime ou autres pour les sites Web d'entreprises et la communication marketing en général;

- la prestation de services et la consultance dans le domaine informatique y inclus l'implémentation, le paramétrage, l'installation, le développement, la commercialisation et la location de logiciels et de solutions informatiques au sens large.

La société a également pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra plus généralement acquérir et obtenir tous brevets d'invention et de perfectionnement, licences, procédés et marques de fabriques, les exploiter, céder et concéder toutes les licences.

La société a également pour objet l'acquisition, la détention, la mise en valeur et la gestion d'immeubles situés tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, mais uniquement dans le cadre de la gestion de son patrimoine propre.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe dont elle pourrait faire partie ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés qui seraient de nature à favoriser son développement. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

Elle pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autres avec d'autres entreprises, associations ou sociétés.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

De manière générale, la société pourra passer tout acte et prendre toute disposition de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille Euros (Eur 31.000,-) représenté par trente et un mille actions (31.000) d'une valeur nominale de un Euro (€ 1,-).

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut, dans la mesure et les conditions que la loi permet, racheter ses propres actions.

Toute action est indivisible, la société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire pour chaque titre.

Si le même titre appartient à plusieurs personnes, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule d'entre elles soit désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

Art. 6. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social ou en tout autre endroit à préciser dans les convocations, le 3^{ème} jeudi du mois de juin.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 7. Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, soit par original, soit par télécopie, par télégramme ou par télex une autre personne comme mandataire.

Les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés votants, sauf les majorités spéciales légalement requises.

Art. 8. Les assemblées des actionnaires seront convoquées par le conseil d'administration, à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour, et envoyé par lettre recommandée au moins huit jours avant l'assemblée à tout porteur d'actions nominatives à son adresse portée au registre des actionnaires. En présence d'actions au porteur les convocations sont faites par annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le Mémorial et dans un journal de Luxembourg.

Cependant, si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale, et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis de convocation ni publication préalable.

Art. 9. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Cependant au cas où la Société est constituée par un actionnaire unique ou s'il est constaté lors d'une assemblée générale que la Société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales tel que modifiée.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunira sur convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans la convocation.

Le conseil d'administration, s'il y a lieu, nommera des fondés de pouvoir de la Société.

Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signé(s) par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la première signature.

Art. 11. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par l'administrateur qui aura assumé la présidence.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le secrétaire (s'il y en a) ou par deux administrateurs.

Art. 12. Le conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs administrateur(s)-délégué(s) qui aura (auront) pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et qui représentera (représenteront) la société en justice.

Art. 13. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil. Au cas où le Conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Art. 14. Les opérations de la Société, comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, les questions fiscales et l'établissement de toutes déclarations d'impôt ou autres déclarations prévues par la loi luxembourgeoise, seront surveillées par un commissaire. Le commissaire sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une durée qui

ne peut dépasser six ans, rééligible et toujours révocable. Le commissaire restera en fonction jusqu'à sa réélection ou l'élection de son successeur.

Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée des actionnaires.

Art. 15. L'exercice social commencera le premier avril et se terminera le trente et un mars de chaque année.

Art. 16. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social tel qu'il est prévu à l'article cinq des statuts ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration peut décider de payer des dividendes intérimaires selon les conditions et les restrictions prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés en temps et lieu qu'il appartiendra par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de majorité requises par l'article 67-1 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

Art. 19. Pour toutes matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 mars 2014.

La première assemblée générale ordinaire se tiendra en l'année 2015.

Souscription

Les actions ont été souscrites comme suit:

Monsieur Dirk DE BRANDT, préqualifié:	12.400 actions
Monsieur Wouter VAN SEVER, préqualifié:	6.200 actions
Monsieur Philippe LEYS, préqualifié:	12.400 actions
TOTAL:	31.000 actions

Les actions de la société ont été intégralement libérées en espèces par les associés, de sorte que le montant de trente et un mille Euros (€ 31.000,-) est dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement, et qu'en outre ces conditions sont conformes aux prescriptions de l'article 27 de cette même loi.

En outre, les comparants ont été informés que la société ne pourra passer des actes de commerce qu'après avoir obtenu les autorisations administratives y relatives.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que se soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de € 1.200,-

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, les comparants déclarent être les bénéficiaires réels de cette opération et ils déclarent en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Assemblée constitutive

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à quatre.
2. Le nombre des commissaires est fixé à un.
3. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs pour une durée de six années:

Monsieur Dirk DE BRANDT, consultant, né à Schoten, Belgique, le 26 décembre 1969, demeurant à B-1860 Meise, 28, Strooistraat,

Monsieur Wouter VAN SEVER, consultant, né à Vilvoorde, Belgique, le 26 avril 1982, demeurant à B-2830 Willebroek, Beukenlaans,

Monsieur Philippe LEYS, consultant, né à Gand, Belgique, le 17 juin 1978, demeurant à B-3078 Everberg, 28, Vrebosstraat, et

Monsieur Wim LAUWAERT, consultant, né à Aalst, Belgique, le 20 juin 1969, demeurant à B-1840 Londerzeel, 69, Polderstraat.

Monsieur Philippe LEYS préqualifié est nommé administrateur délégué avec pouvoir d'engager la société sous sa seule signature pour tout engagement ne dépassant pas la somme de € 50.000,-.

Monsieur Dirk DE BRANDT préqualifié est nommé Président du Conseil.

4. Est appelé(e) aux fonctions de commissaire pour une durée de six ans:

Monsieur Marcus PEERAER, consultant, né à Hoogstraten, Belgique, le 26 mars 1955, demeurant à B-2000 Antwerpen, 8, Parochiaanstraat.

5. Le siège social est fixé à L-1150 Luxembourg, 128, route d'Arlon.

Les frais et honoraires en relation avec le présent acte sont à la charge de la société, les fondateurs en étant débiteurs solidaires.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, qui se sont fait connaître du notaire par leurs noms, prénoms usuels et résidences, lesdits comparants ont signé ensemble avec Nous notaire la présente minute, après s'être identifiés au moyen de leurs cartes d'identité.

Signé: D. DE BRANDT, W. VAN SEVER, P. LEYS, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 7 février 2013. Relation: CAP/2013/445. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€.

Le Receveur (signé): I. Neu.

Pour copie conforme.

Capellen, le 18 février 2013.

Référence de publication: 2013029797/212.

(130036236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Stadsfeestzaal Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 123.434.

Extrait des Résolutions de l'associé unique du 24 Octobre 2012

L'associé unique de Stadsfeestzaal Lux S.à r.l. (la "Société"), a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Mr. Pierre LENTZ, et de Mr. Maurizio TONELLI de leurs fonctions de Gérant de la Société et ce avec effet au 1^{er} Septembre 2012;

- de nommer Mme. Laetitia Ambrosi, née le 12 mars 1975, à Lyon, France, avec adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L - 2346 Luxembourg, et Multi Investment B.V une société hollandaise, ayant son siège social au 16 Hanzeweg, 2803 MC Gouda, Pays-Bas et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Hollandais sous le numéro 29033246, en tant que Gérants de la Société et ce avec effet au 1^{er} septembre 2012 et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013016017/19.

(130019050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Saran S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 17.623.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenu le 15 janvier 2013

Le Conseil d'Administration prend connaissance de la démission de la société COSAFIN S.A. en sa qualité d'Administrateur.

En vertu des articles 51, alinéa 5 et 52 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, est nommé provisoirement au poste d'administrateur:

La société PACBO EUROPE Conseil et Administration

Société à responsabilité limitée

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Représentée par M. Patrice CROCHET

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Le nouvel administrateur terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire, sous réserve légale d'approbation de sa nomination par la prochaine Assemblée Générale.

Copie certifiée conforme

Signatures

Président / Administrateur

Référence de publication: 2013016023/24.

(130018347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

SFGD S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 154.119.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016030/10.

(130018394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Shangri-La Hotels (Europe), Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 140.100.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 128.205.

EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 28 janvier 2013, a renouvelé les mandats des gérants suivants, pour une durée indéterminée:

- Mr Gregory Allan DOGAN, gérant de catégorie B, 9, Old Peak Road, Tower B, Queen's Garden, Unit 403, Hong Kong.

- Mr Darren GEARING, gérant de catégorie B, 67 Sandhurst Avenue, Woodingdean, BN26NF Brighton, East Sussex, Royaume-Uni.

Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Pour SHANGRI-LA HOTELS (EUROPE)

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2013016032/18.

(130018504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Shangri-La Hotel (Vienna), Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.000.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 151.671.

EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 28 janvier 2013, a renouvelé le mandat des gérants, pour une durée indéterminée.

- Mr Parikshit SEN GUPTA, A Penthouse C, 22/F-23/F, Tower 10, Pacific Palisades, No. 1 Braemar Hill Road, North Point, Hong Kong, gérant de catégorie B;

- Mr Richard HAWEL, 8, rue Yolande, L-2761 Luxembourg, gérant de catégorie A;
- Mr Alain BORGERES, 3, place de l'Alma, F-75008 Paris, gérant de catégorie B;
- Mr Gregory Allan DOGAN, Unit 403, Tower B, Queen's Garden, 9 Old Peak Road, Hong Kong, gérant de catégorie B.

Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Pour SHANGRI-LA HOTEL (VIENNA)

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2013016031/20.

(130018505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Forus Holding S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 39.488.

L'an deux mille treize,

le vingt février.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «FORUS HOLDING S.A. - SPF» (la «Société»), une société anonyme de gestion de patrimoine familial (SA-SPF), constituée suivant acte notarié dressé en date du 27 janvier 1992, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association (le «Mémorial») numéro 303 du 11 juillet 1992.

Les statuts de la Société furent modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 16 décembre 2010, lequel acte fut régulièrement publié au Mémorial, le 13 mai 2011, sous le numéro 994 et page 47711.

La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 39 488 et a son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

L'assemblée est déclarée ouverte sous la présidence de Monsieur Brendan D. KLAPP, employé privé, avec adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Nadia WEYRICH, employée privée, avec adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg.

L'assemblée élit aux fonctions de scrutateur Monsieur Hans-Peter JENNI, juriste, demeurant à Paphos (Chypre).

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le Président déclare et demande au notaire d'acter que:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Décision de réduire le capital social de la Société à concurrence d'un montant de QUINZE MILLIONS DE DOLLARS US (15'000'000.- USD) afin de le ramener de son montant actuel de TRENTE MILLIONS DE DOLLARS US (30'000'000.- USD) à un montant de QUINZE MILLIONS DE DOLLARS US (15'000'000.- USD) par voie d'annulation de quinze mille (15'000) actions ordinaires, ayant chacune une valeur nominale de MILLE DOLLARS US (1'000.- USD); le produit de ladite réduction de capital se réalisera (i) par apurement de pertes accumulées de la Société, constatées au dernier bilan intermédiaire de la Société, arrêté au 19 décembre 2012, à hauteur de SEPT MILLIONS NEUF CENT VINGT-TROIS MILLE TROIS CENT TRENTE-HUIT DOLLARS US et VINGT-SEPT CENTS (7'923'338,27 USD) et (ii) par voie de remboursement en numéraire aux actionnaires existants de la Société du solde du montant à réduire, soit la somme de SEPT MILLIONS SOIXANTE-SEIZE MILLE SIX CENT SOIXANTE ET UN DOLLARS US et SOIXANTE-TREIZE CENTS (7'076'661,73 USD).

2.- Décision de fixer le montant du capital social de la Société, après la réduction réalisée, à QUINZE MILLIONS DE DOLLARS US (15'000'000.- USD) divisé en quinze mille (15'000) actions ordinaires d'une valeur nominale de MILLE DOLLARS US (1'000.- USD) par action.

3.- Décision de modifier l'article CINQ (5) des statuts de la Société, afin de refléter la réduction de capital ci-dessus.

4.- Décision de conférer tous pouvoirs au conseil d'administration pour l'exécution de la réduction de capital.

5.- Divers.

II.- Les noms des actionnaires et le nombre des actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les membres du bureau; cette liste de présence restera annexée à l'original du présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

III.- Il résulte de cette liste de présence que sur les trente mille (30'000) actions ordinaires d'une valeur nominale de MILLE DOLLARS US (1'000. USD). chacune et représentant ainsi l'entière du capital social émis d'un montant de TRENTE MILLIONS DE DOLLARS US (30'000'000.- USD) toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée générale. L'assemblée étant par conséquent régulièrement constituée, il a pu être fait, en application de l'article quinze

(15) des statuts de la Société, abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir bien eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Après délibération, l'assemblée a ensuite adopté les résolutions suivantes par vote unanime:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a DECIDÉ de réduire le capital social de la Société d'un montant de QUINZE MILLIONS DE DOLLARS US (15'000'000.- USD) afin de le ramener de son montant actuel de TRENTE MILLIONS DE DOLLARS US (30'000'000.- USD) à un montant de QUINZE MILLIONS DE DOLLARS US (15'000'000.- USD) par voie d'annulation de quinze mille (15'000) actions ordinaires, ayant chacune une valeur nominale de MILLE DOLLARS US (1'000.- USD).

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a constaté que le produit de ladite réduction de capital ci-avant décidée est utilisé dans le but (i) d'apurer les pertes accumulées de la Société à hauteur de SEPT MILLIONS NEUF CENT VINGT-TROIS MILLE TROIS CENT TRENTE-HUIT DOLLARS US et VINGT-SEPT CENTS (7'923'338,27 USD) constatées au dernier bilan intérimaire de la Société, arrêté au 19 décembre 2012 et (ii) de procéder à un remboursement en numéraire aux actionnaires existants de la Société du solde du montant à réduire, soit la somme de SEPT MILLIONS SOIXANTE-SEIZE MILLE SIX CENT SOIXANTE ET UN DOLLARS US et SOIXANTE-TREIZE CENTS (7'076'661,73 USD) et ceci au prorata de leur participation actuelle dans le capital de la Société.

Une copie dudit bilan intérimaire arrêté au 19 décembre 2012 a été rapportée au notaire instrumentant constituant la preuve de l'existence desdites pertes accumulées et actuelles encore à ce jour.

Le remboursement aux mêmes actionnaires de la Société de la somme de SEPT MILLIONS SOIXANTE-SEIZE MILLE SIX CENT SOIXANTE ET UN DOLLARS US et SOIXANTE-TREIZE CENTS (7'076'661,73 USD) sera fait en application des dispositions de l'article 69 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a DECIDÉ de fixer le capital social souscrit de la Société, après la réduction réalisée, à QUINZE MILLIONS DE DOLLARS US (15'000'000.- USD) qui sera dès lors divisé en quinze mille (15'000) actions ordinaires d'une valeur nominale de MILLE DOLLARS US (1'000.- USD) par action, chaque action se trouvant intégralement libérée.

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a DECIDÉ de modifier l'article CINQ (5) des statuts de la Société afin de lui donner désormais la teneur suivante:

Art. 5. «Le capital social souscrit de la société est fixé à QUINZE MILLIONS DE DOLLARS US (15'000'000.- USD) représenté par quinze mille (15'000) actions ordinaires d'une valeur nominale de MILLE DOLLARS US (1'000.-USD) par action, chaque action se trouvant intégralement libérée.

Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a DECIDÉ de donner tous pouvoirs au conseil d'administration de la Société pour mettre en oeuvre la réduction de capital ci-dessus mentionnée et notamment de procéder à l'annulation des quinze mille (15'000) actions détenues par les actionnaires existants de la Société.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'assemblée.

Dont acte, fait et passé à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus par le notaire instrumentaire, par leurs noms, prénoms usuels, état et demeures, lesdits comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: B. D. KLAPP, N. WEYRICH, H. P. JENNI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 22 janvier 2013. Relation: EAC/2013/2430. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013029812/97.

(130036370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Société Hôtelière du Senior Hôtel R.R. d'Echternach SA, Société Anonyme.

Siège social: L-6448 Echternach, 9, rue de l'Hôpital.

R.C.S. Luxembourg B 96.109.

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration tenue au Grand Hôtel Mercure Alfa à Luxembourg en date du 06 décembre 2012

.....

Point 3:

Le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Madame José GOLDSCHMIT à effet du 07 juin 2012 au poste d'administrateur.

Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013016037/15.

(130018988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Société Anonyme Immobilière A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 41.571.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 janvier 2013.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2013016036/12.

(130018969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Socoproject Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4959 Bascharage, 30, Zone Industrielle Op Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 89.220.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le Conseil d'Administration lors d'une réunion tenue en date du 21 novembre 2012 que:

- Monsieur Frédéric BEVER a été nommé Président du Conseil d'Administration pour la durée de son mandat d'administrateur de la Société qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2013.

Pour extrait conforme aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 21 novembre 2012.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013016038/17.

(130018306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Solaia Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4756 Pétange, 9, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg B 160.252.

Le Bilan abrégé au 11 Avril 2011 au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016041/12.

(130018328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Solaia Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4756 Pétange, 9, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg B 160.252.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 21 juin 2012 tenue extraordinairement à Pétange en date du 19 novembre 2012

L'assemblée a décidé d'accepter la démission de Monsieur Patrick Lefèvre.

L'assemblée a décidé de nommer Monsieur Olivier Ronchi pour une durée de six ans jusqu'à l'Assemblée Générale se tenant en 2018.

Administrateur délégué:

Monsieur Renato Costantini, administrateur de société
Demeurant à L-3441 Dudelange, av. Gde-Duch. Charlotte

Administrateurs

Monsieur Jacques Balon, gérant d'agence immobilière.
Demeurant à B-6800 Presseux, champ Colin, 47
Monsieur Olivier Ronchi, responsable des achats techniques
Demeurant à B-6750 Musson, Rue des Lanneries 7

Commissaire aux comptes:

SOCIETE DE GESTION INTERNATIONALE SARL
L-4761 Pétange, 59 route de Luxembourg

Pétange, le 19 novembre 2012.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013016042/26.

(130018329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Soletanche Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 42.847.

—
Il est porté à la connaissance du Registre de Commerce et des Sociétés que le siège social de Soletanche Luxembourg S.à r.l. a été transféré avec effet immédiat à l'adresse suivante:

L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 2013.

Pour Soletanche Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2013016043/13.

(130018464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Speedlingua S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8413 Steinfort, 12, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 88.696.

—
Résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue à Luxembourg en date du 18 décembre 2012:

Le mandat des administrateurs, de l'administrateur délégué et du commissaire aux comptes étant arrivé à leur terme, l'assemblée a décidé de nommer jusqu'à l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clôturant au 31/12/2012:

- M. François Tissot, administrateur de société, demeurant à CH - 1208 Genève, 15a chemin Rieu, en qualité d'administrateur.

- M. Hans Goltz, administrateur de société, demeurant à CH-1197 Prangins, 2 chemin des Chaux, en qualité d'administrateur.

- M. Melchior de Murait, administrateur de société, demeurant à CH-1263 Crassier, Bois d'Ely, en qualité d'administrateur.

- Luxfiducia S.à r.l., avec son siège social au 16, rue de Nassau L-2213 Luxembourg, en qualité de commissaire aux comptes.

Résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 18 décembre 2012:

Le conseil d'administration a nommé M. François TISSOT, administrateur de société, domicilié au 15a chemin Rieu CH- 1208 Genève, en qualité d'Administrateur -Délégué, jusqu'à l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clôturant au 31/12/2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013016045/23.

(130018266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Suridam Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg B 47.290.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 29 mars 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 297 du 6 août 1994.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SURIDAM HOLDING S.A.

Signature

Référence de publication: 2013016047/15.

(130019016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

M&G Real Estate Funds Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 175.545.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-sixth of February.

Before us Maître Martine SCHAEFFER, public notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Prudential Property Investment Managers Ltd, a company duly incorporated under the laws of England and Wales, with registered office at Laurence Pountney Hill, London EC4R 0HH, registered in England and Wales under number 3852763,

duly represented by Mrs. Michèle Kemp, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 21 February 2013 in London.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (a "société à responsabilité limitée"):

Art. 1. There is formed a private limited liability company (a "société à responsabilité limitée"), which will be governed by the laws pertaining to such an entity (the "Company"), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law"), as well as by the present articles of incorporation (the "Articles"), which specify in articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to a single shareholder company.

Art. 2. The object of the Company is the collective portfolio management of one or several specialised investment funds governed by the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended (the "2007 Law") on behalf of their unit - or shareholders or of other Luxembourg undertakings for collective investment, in accordance with the provisions of chapter 16 of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the "2010 Law"), (hereinafter the "Funds").

The activity of collective portfolio management of the Funds includes in particular the following functions:

- Investment Management. In this connection, the Company may, for the account of the Funds, (i) provide investment advice and make investment decisions, (ii) enter into agreements, (iii) buy, sell, exchange and deliver any sort of securities and/or other acceptable types of assets, (iv) exercise all voting rights pertaining to securities held by the Funds. This enumeration is not exhaustive.

- Administration of the Funds. This function includes especially (i) the valuation of the portfolio of the Funds and the pricing of the units of the Funds, (ii) the creation of classes of units of the Funds, (iii) the issue and redemption of the

units of the Funds, (vi) the maintenance of a unitholder's register, (v) the record keeping of transactions and (vi) the domiciliation of the Luxembourg Funds. This enumeration is not exhaustive.

- Marketing of the units of the Funds in Luxembourg and abroad.

The Company may delegate part or all of these activities to third parties. The Company may provide services in Luxembourg.

The Company may also administer its own assets and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes in compliance with the 1915 Law and chapter 16 of the 2010 Law.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "M&G Real Estate Funds Management S.à r.l.".

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred within the municipality of Luxembourg by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The registered office of the Company may be transferred to any municipality in the Grand Duchy of Luxembourg other than Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the Company's shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles, as per article 14 of the Articles.

The Company may have offices in Luxembourg.

Art. 6. The share capital is fixed at one hundred and twenty-five thousand Euro (EUR 125,000) represented by one thousand two hundred and fifty (1,250) shares with a par value of one hundred Euro (EUR 100) each. Each share is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting of the shareholders of the Company, in accordance with article 14 of the Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned, co-owners shall appoint one single attorney to represent such share(s) in their relationship with the Company.

Art. 10. In the case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable. In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred only by application of the requirements of article 189 of the 1915 Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder, or in the case of plurality of shareholders, of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders.

The manager(s) may be dismissed ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object as defined at article 2 provided that the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the 1915 Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of any one manager, acting in Luxembourg.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine each agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of agency.

All meetings of the board will be held at the Company's registered office in Luxembourg. If several managers have been appointed, any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call, video-conference or by other similar means of communication equipment whereby all persons participating in the meeting can be identified, can hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. Except under exceptional circumstances, such participation is subject to either the relevant manager not being UK tax resident or if he/she is a UK tax resident, not being present in the UK at the time of participation. The participation in a meeting by such means of communication shall constitute presence in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telegram or facsimile another manager as his proxy.

In case of plurality of managers, resolutions of the board of managers shall be passed by the majority of the managers present or represented, acting in Luxembourg.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) shall assume, by reason of its/their position, no personal liability in relation to any commitment validly entered into by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which it holds. Each shareholder has voting rights commensurate with its shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders representing in aggregate more than half of the share capital of the Company.

However, resolutions to amend the Articles may only be adopted by a majority of shareholders representing in aggregate at least three-quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the 1915 Law.

Shareholder meetings are to be held at the Company's registered office.

Art. 15. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 16. At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses, represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to its/their shareholding in the Company.

Art. 18. At the time of winding up the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators (which may or may not be shareholders) appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the 1915 Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the thirty-first of December 2013.

Subscription - Payment

One thousand two hundred and fifty (1,250) shares have been entirely subscribed by Prudential Property Investment Managers Ltd.

All the shares have been fully paid in cash, so that the amount of one hundred and twenty-five thousand Euro (EUR 125,000) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1600.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entire subscribed capital of the Company and considering itself as duly convened, has held an extraordinary general meeting. The meeting took the following resolutions:

First resolution

The Company will be administered by the following managers:

- Mr. Peter Baxter, born on 23/06/1956, residing professionally at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- Mr. Ian Cockburn, born on 08/06/1945, residing at 9 High Meadow Close, Dorking, Surrey, United-Kingdom;
- Mrs. Bronwyn Salvat-Winter, born on 17/09/1964, residing professionally at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The duration of their mandate is unlimited. The Company will be bound by the sole signature of any one manager.

Second resolution

The registered office of the Company is fixed at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Third resolution

The approved statutory auditor for the Company shall be the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") named KPMG Luxembourg, with registered office at 9 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B n° 149133.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text shall prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the french translation

L'an deux mille treize, le vingt-six février,

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A COMPARU:

Prudential Property Investment Managers Ltd, une société dûment constituée sous les lois d'Angleterre et du pays de Galles, ayant son siège social à Laurence Pountney Hill, Londres EC4R 0HH, immatriculée en Angleterre et au pays de Galles sous le numéro 3852763,

dûment représentée par Madame Michèle Kemp, Avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 21 février 2013 à Londres.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois applicables à une telle entité (ci-après "la Société"), et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales (la "Loi de 1915"), ainsi que par les présents statuts (les "Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles spécifiques s'appliquant à une société unipersonnelle.

Art. 2. L'objet de la Société est la gestion collective de portefeuille d'un ou de plusieurs fonds d'investissement spécialisés régis par la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, telle que modifiée (la «Loi de 2007») pour le compte de leurs porteurs de parts -ou de leurs actionnaires ou d'autres organismes de placement collectif luxembourgeois, conformément aux dispositions du chapitre 16 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée (la «Loi de 2010») (ci-après les «Fonds»).

L'activité de gestion collective de portefeuille des Fonds comprend plus particulièrement les fonctions suivantes:

- Gestion de portefeuille. A ce titre, la Société pourra, pour le compte des Fonds, (i) fournir du conseil en investissement et prendre des décisions d'investissement, (ii) conclure des contrats, (iii) acheter, vendre, échanger et délivrer tout type de titres et/ou d'autres types d'actifs, (iv) exercer tous les droits de vote afférents aux titres détenus par les Fonds. Cette énumération n'est pas exhaustive.

- Administration des Fonds. Cette fonction comprend notamment (i) l'évaluation du portefeuille des Fonds et la détermination de la valeur des parts des Fonds, (ii) la création de classes de parts des Fonds, (iii) l'émission et le rachat des parts des Fonds, (iv) la tenue du registre des porteurs de parts, (v) l'enregistrement des opérations et (vi) la domiciliation de Fonds luxembourgeois. Cette énumération n'est pas exhaustive.

- Commercialisation des parts des Fonds au Luxembourg et à l'étranger.

La Société peut déléguer tout ou partie de ces activités à des parties tierces. La Société peut fournir des services au Luxembourg.

La Société peut également gérer ses propres actifs et effectuer toutes opérations qu'elle estimera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social, dans le respect de la Loi de 1915 et du chapitre 16 de la Loi de 2010.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour dénomination "M&G Real Estate Funds Management S.à r.l."

Art. 5. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social de la Société peut être transféré à l'intérieur de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le siège social de la Société peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg, autre que la commune de Luxembourg, par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire de(s) associé(s) de la Société délibérant comme en matière de modification des Statuts, en conformité avec l'article 14 des Statuts.

La Société peut avoir des bureaux au Luxembourg.

Art. 6. Le capital social est fixé à cent vingt-cinq mille Euros (EUR 125.000,-) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euro (EUR 100) chacune. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et assemblées générales extraordinaires.

Art. 7. Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par décision de l'assemblée générale des associés de la Société, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre de parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte que la Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement cessibles. Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun des actionnaires ne sont cessibles que moyennant le respect des exigences de l'article 189 de la Loi de 1915.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés en cas de pluralité des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés.

Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société, tel que défini à l'article 2, à condition que les termes du présent article 12 soient respectés.

Tous pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi de 1915 ou les présents Statuts relèveront de la compétence du gérant et, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La société sera engagée par la signature individuelle de l'un quelconque de ses gérants, agissant au Luxembourg.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, pourra sous-déléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (le cas échéant) de ces agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Toutes les réunions du conseil de gérance se tiendront au siège social de la Société au Luxembourg. Si plusieurs gérants ont été désignés, tout gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance par audioconférence, vidéoconférence ou tout autre moyen similaire de communication permettant à toutes les personnes participant à la réunion d'être identifiées, de s'entendre les unes les autres de façon continue et de participer de manière effective à la réunion. Sauf en cas de circonstances exceptionnelles, une telle participation est soumise à la condition que le gérant ne soit pas un résident fiscal au Royaume-Uni ou si il/elle est un résident fiscal au Royaume-Uni, qu'il/elle ne soit pas présent sur le territoire du Royaume-Uni au moment de sa participation à la réunion. La participation à une réunion par ces moyens de communication équivaut à une participation en personne à ladite réunion. Toute réunion organisée par ces moyens de communication est réputée être tenue au siège social de la Société.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit, par télégramme, ou par facsimile, un autre gérant comme son mandataire.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés, agissant au Luxembourg.

Art. 13. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social de la Société.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant ensemble au moins les trois quarts du capital social de la Société, conformément aux prescriptions de la Loi de 1915.

Les assemblées des associés doivent se tenir au siège social de la Société.

Art. 15. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net de la Société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à(aux) l'associé(s) en proportion avec sa/leur participation dans le capital de la Société.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique dans les présents Statuts, il est fait référence à la Loi de 1915.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le trente et un décembre 2013.

Souscription - Libération

L'ensemble des mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales a été souscrit par Prudential Property Investment Managers Ltd.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de cent vingt-cinq mille Euros (EUR 125.000,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution a été évalué à environ EUR 1600.

Décision de L'associée unique

Immédiatement à la suite de la constitution de la Société, la comparante pré-qualifiée, représentant la totalité du capital social souscrit de la Société et se considérant comme dûment convoquée, a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

La société sera gérée par les gérants suivants:

- Monsieur Peter Baxter, né le 23 juin 1956, résidant professionnellement au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- Monsieur Ian Cockburn, né le 8 juin 1945, résidant à 9 High Meadow Close, Dorking, Surrey, Royaume-Uni;
- Madame Bronwyn Salvat-Winter, née le 17 septembre 1964, résidant professionnellement au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

La durée de leur mandat est illimitée. La Société sera valablement engagée par la signature individuelle de l'un quelconque de ses gérants.

Deuxième résolution

Le siège social de la Société est fixée au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Troisième résolution

Le réviseur d'entreprises agréé de la Société sera la société à responsabilité limitée KPMG Luxembourg, ayant son siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg B n° 149133.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et année indiqués en tête des présentes.

Et après lecture faite à la personne comparaissant, connue du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ladite personne a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Kemp et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 février 2013. LAC/2013/8903. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Référence de publication: 2013029949/304.

(130036425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Suridam Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg B 47.290.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société tenue en date du 21 décembre 2012

En date du 21 décembre 2012, l'assemblée générale des actionnaires de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de renouveler le mandat des personnes suivantes pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale de la Société qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2012:

* Monsieur Paul MOUSEL, administrateur

* Monsieur Guy HARLES, administrateur

* Monsieur Philippe DUPONT, administrateur

* Monsieur Claude KREMER, commissaire aux comptes

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2013.

SURIDAM HOLDING S.A.

Signature

Référence de publication: 2013016048/19.

(130019027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Tagus Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 129.951.

—
Le Bilan et l'affectation du résultat au 29 février 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2012.

Jean-Jacques JOSSET

Gérant B

Référence de publication: 2013016049/13.

(130018598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Tamweelview Listed Securities Holdings S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 101.235.

—
Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016050/10.

(130018710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Tivoli Servicing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 171.163.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016052/11.

(130018444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Transports Even S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8530 Ell, 62, Réidenerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 105.184.

Les Comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ell, le 25.01.2013.

Pour Transports Even S.à r.l.

EVEN Marc

Référence de publication: 2013016053/12.

(130018758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Treveria Eighteen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 124.956.

EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse du siège social de Treveria F S.à r.l., associé de la Société a changé. Elle est désormais la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016056/14.

(130018795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Maison Seil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 112.389.

In the year two thousand and twelve, on the thirty-first day of December;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of the public limited company governed by the laws of Luxembourg "Maison Seil S.A.", established and having its registered office in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, registered with the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 112389, (the "Company"), originally incorporated under the denomination of "PIGUET IMMOBILIERE S.A.", pursuant to a deed of before M^e Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, on November 10, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 506 of March 9, 2006,

and whose articles of association have been amended pursuant to a deed of Me Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, in replacement of the said notary Joseph ELVINGER, on August 4, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1757 of September 11, 2009, containing the adoption by the Company of its current denomination.

The Meeting is presided by Mrs. Johanna MICHELOT, employee, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

The Chairman appoints Mrs. Fantine JEANNON, employee, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, as secretary.

The Meeting elects Mr. Andreas WITOSSEK, employee, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, as scrutineer.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state the following:

A) That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1. Cancellation of the par value of the shares;
2. Decrease of the corporate capital from its current amount of EUR 3,441,000.- (three million four hundred and forty-one thousand Euros) to EUR 2,481,000.- (two million four hundred and eighty-one thousand Euros) by elimination of the losses carried forward for an amount of EUR 960,000.- (nine hundred and sixty thousand Euros) without any cancellation of shares;
3. Decrease of the corporate capital from EUR 2,481,000.- (two million four hundred and eighty-one thousand Euros) to EUR 1,581,000.- (one million five hundred and eighty-one thousand Euros) by cancellation of 40,266 (forty thousand two hundred and sixty-six) shares being nr. 70,735 to 111,000 and reimbursement to the sole shareholder;
4. Subsequent modification of article 5 of the articles of association;
5. Miscellaneous.

B) That the represented sole shareholder, as well as the number of the shares held by him, is shown on an attendance list; this attendance list is signed by his proxy, the members of the board of the Meeting and the officiating notary.

C) That the proxy of the represented sole shareholder, signed "ne varietur" by the members of the board of the Meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) That the whole corporate capital being represented at the present Meeting and that the represented sole shareholder declares having had due notice and got knowledge of the agenda prior to this Meeting and waiving to the usual formalities of the convocation, no other convening notice was necessary.

E) That the present Meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to cancel the par value of the one hundred and eleven thousand (111,000) existing registered shares.

Second resolution

The Meeting resolves to decrease the corporate capital from its current amount of EUR 3,441,000.- (three million four hundred and forty-one thousand Euros) to EUR 2,481,000.- (two million four hundred and eighty-one thousand Euros) by elimination of current and carried forward losses for an amount of EUR 960,000.- (nine hundred and sixty thousand Euros) without cancellation of shares, but the decrease of the par value of the existing one hundred and eleven thousand (111,000) registered shares.

The current and carried forward losses are documented in the interim balance sheet as of September 30, 2012, which has been checked and signed "ne varietur" by the proxy-holder of the represented sole shareholder and the undersigned notary, and will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Third resolution

The Meeting resolves to decrease the corporate capital to the extent of EUR 900,000.- (nine hundred thousand Euros) in order to bring it back from its present amount of EUR 2,481,000.- (two million four hundred and eighty-one thousand Euros) to EUR 1,581,000.- (one million five hundred and eighty-one thousand Euros), by cancellation of 40,266 (forty thousand two hundred and sixty-six) shares, being numbers 70,735 to 111,000, and reimbursement of the amount of EUR 900,000.- (nine hundred thousand Euros) to the sole shareholder.

All powers are conferred to the board of directors in order to implement the necessary bookkeeping amendments, to the cancellation of reimbursed shares and the sole shareholder's reimbursement.

Reimbursement delay:

The undersigned notary has drawn the attention of the assembly to the provisions of article 69 of the law on commercial companies establishing a legal protection in favour of eventual creditors of the Company, the effective reimbursement to the shareholders cannot be made freely and without recourse from them before 30 (thirty) days after publication of the present deed in the Luxembourg Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing, the Meeting decides to amend article 5 of the articles of association in order to give it the following wording:

" **5. Capital.** The subscribed capital is set at one million five hundred and eighty-one thousand Euros (EUR 1,581,000.-), divided into seventy thousand seven hundred and thirty-four (70,734) registered shares with no par value, fully paid up (by 100 %).

All shares are held by IVG IF as sole shareholder, holding the shares of the Company for the account of the Fund."

Fifth resolution

The Meeting resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and to authorise and empower any director of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the cancelled shares, in accordance with the resolutions taken here above.

No further item being on the agenda of the Meeting and nobody asking to speak, the Chairman then adjourned the Meeting.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at one thousand four hundred and fifty Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le trente et unième jour de décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme régie par les lois du Luxembourg "Maison Seil S.A.", établie et ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 112389, (la "Société"), constituée originellement sous la dénomination de "PIGUET IMMOBILIERE S.A.", suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, le 20 novembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 506 du 9 mars 2006,

et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement dudit notaire Joseph ELVINGER, le 4 août 2009, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1757 du 11 septembre 2009, contenant l'adoption par la Société de sa dénomination actuelle.

L'Assemblée est présidée par Madame Johanna MICHELOT, employée, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

La Présidente désigne Madame Fantine JEANNON, employée, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Monsieur Andreas WITOSSEK, employé, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, comme scrutateur.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Suppression de la valeur nominale des actions;
2. Réduction du capital social de son montant actuel de EUR 3.441.000,- (trois millions quatre cent quarante et un mille Euros) à EUR 2.481.000,- (deux millions quatre cent quatre-vingt-un mille Euros) par l'annulation des pertes reportées à concurrence de EUR 960.000,- (neuf cent soixante mille Euros) sans annulation d'actions;
3. Réduction du capital social de EUR 2.481.000,- (deux millions quatre cent quatre-vingt-un mille Euros) à EUR 1.581.000,- (un million cinq cent quatre-vingt-un mille Euros) par l'annulation de 40.266 (quarante mille deux cent soixante-six) actions étant les numéros 70.735 à 111.000 et remboursement à l'actionnaire unique;

4. Modification subséquente de l'article 5 des statuts;

5. Divers.

B) Que l'actionnaire unique représenté, ainsi que le nombre d'actions possédées par lui, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par son mandataire, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que la procuration de l'actionnaire unique représenté, signée "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant représentée et que l'actionnaire unique représenté déclare avoir été dûment notifié et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de supprimer la valeur nominale des cent onze mille (111.000) actions nominatives existantes.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de réduire le capital social de son montant actuel de EUR 3.441.000,-(trois millions quatre cent quarante et un mille Euros) à EUR 2.481.000,-(deux millions quatre cent quatre-vingt-un mille Euros) par l'annulation des pertes courantes et reportées à concurrence de EUR 960.000,-(neuf cent soixante mille Euros), sans annulation d'actions, mais par la réduction du pair comptable des cent onze mille (111.000) actions nominatives existantes.

Les pertes courantes et reportées sont documentées dans le bilan intérimaire du 30 septembre 2012, qui a été contrôlé et signé "ne varietur" par la mandataire de l'actionnaire unique représenté et le notaire instrumentant et qui restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de EUR 900.000,(neuf cent mille Euros) afin de le ramener de son montant actuel de EUR 2.481.000,(deux millions quatre cent quatre-vingt-un mille Euros) à EUR 1.581.000,- (un million cinq cent quatre-vingt-un mille Euros), par l'annulation de 40.266 (quarante mille deux cent soixante-six) actions, étant les numéros 70.735 à 111.000, et remboursement du montant de EUR 900.000,- (neuf cent mille Euros) à l'actionnaire unique.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent, à l'annulation des actions remboursées et au remboursement des actionnaires.

Délai de remboursement:

Le notaire a attiré l'attention de l'assemblée sur les dispositions de l'article 69 de la loi sur les sociétés commerciales instaurant une protection en faveur des créanciers éventuels de la société, le remboursement effectif aux actionnaires ne pouvant avoir lieu librement et sans recours de leur part que 30 (trente) jours après la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Quatrième résolution

En conséquence de la résolution adoptée ci-avant, l'Assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **5. Capital social.** Le capital social souscrit est fixé à un million cinq cent quatre-vingt-un mille Euros (EUR 1.581.000,-), divisé en soixante-dix mille sept cent trente-quatre (70.734) actions nominatives sans valeur nominale, entièrement libérée (à raison de 100%).

Toutes les actions sont détenues par IVG, actionnaire unique, détenant les actions de la Société pour le compte du Fonds."

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des actionnaires de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus et d'accorder pouvoir et autorité à tout administrateur de la Société, agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société l'enregistrement dans le registre des actionnaires de la Société des actions annulées, conformément aux résolutions prises ci-dessus.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et personne ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille quatre cent cinquante euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. MICHELOT, F. JEANNON, A. WITOSSEK, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 janvier 2013. LAC/2013/575. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 14 février 2013.

Référence de publication: 2013029950/195.

(130036067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Treveria Five S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 123.349.

— EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse du siège social de Treveria L S.à r.l., associé de la Société a changé. Elle est désormais la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016057/14.

(130018784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Treveria Four S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 123.350.

— EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse du siège social de Treveria F S.à r.l., associé de la Société a changé. Elle est désormais la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016058/14.

(130018785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Treveria Nineteen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 124.943.

—
EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse du siège social de Treveria F.S.à r.l., associé de la Société a changé. Elle est désormais la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016059/14.

(130018794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Treveria One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 123.358.

—
EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse du siège social de Treveria F.S.à r.l., associé de la Société a changé. Elle est désormais la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016060/14.

(130018788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Mediobanca SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5326 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 175.534.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-first of February.

Before Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mediobanca - Banca di Credito Finanziario S.p.A., having its registered

office at Piazzetta Enrico Cuccia 1, 20121 Milano (Italy),

duly represented by Mr Anthony Pino, Senior Fund Legal Officer, having its professional address at Luxembourg,
by virtue of a proxy given in Milan, on 14th February 2013.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has drawn up the following articles of incorporation of a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) which it declares organized by itself.

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There exists a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) under the name of "MEDIOBANCA SICAV" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Corporation is established in Hesperange, in the Grand-Duchy of Luxembourg. The registered office of the corporation may be transferred within the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the board of directors of the Corporation.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as such law may be amended from time to time.

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Classes of Shares. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law, i.e. one million two hundred and fifty thousand euros (EUR 1,250,000). The initial capital is fixed at thirty-one euro (EUR 31,000) divided into one hundred (100) shares with no par value. The minimum capital of the Company must be achieved within twelve months after the date on which the Company has been authorized as an undertaking for collective investment under Luxembourg law.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in transferable securities of any kind and other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the board of directors for the Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The board of directors shall establish a portfolio of assets constituting a Sub-Fund ("Compartment" or "Sub-Fund") within the meaning of Article 133 of the law of 17 December 2010 as such law may be amended from time to time, for each class of shares or for two or more classes of shares in the manner described in Article 11 hereof. As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund and each Sub-Fund is treated as a separate legal entity. The assets of a particular Sub-Fund are only applicable to the debts, engagements and obligations of that Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

Art. 6. Form of Shares.

(1) The board of directors shall determine whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form. If bearer share certificates are to be issued, they will be issued in such denominations as the board of directors shall prescribe and shall provide on their face that they may not be transferred to any U.S. person, resident, citizen of the United States of America or entity organized by or for a U.S. person (as defined in Article 10 hereinafter).

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered shares held by him.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

If bearer shares are issued, registered shares may be converted into bearer shares and bearer shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into bearer shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, representation that the transferee is not a U.S. person and issuance of one or more bearer share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such cancellation. A conversion of bearer shares into registered shares will be effected by cancellation of the bearer share certificate, and, if applicable, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the board of directors, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

Before shares are issued in bearer form and before registered shares shall be converted into bearer shares, the Company may require assurances satisfactory to the board of directors that such issuance or conversion shall not result in such shares being held by a "U.S. person".

The share certificates shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The certificates will remain valid even if the list of authorized signatures of the Company is modified. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the board of directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the board of directors may determine.

(2) If bearer shares are issued, transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant share certificates. Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

(6) The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued.

Art. 7. Issue of Shares. The board of directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any Sub-Fund; the board of directors may, in particular, decide that shares of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be the net asset value per share of the relevant class as determined in compliance with Article 11 hereof as of such Valuation Day (defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares and which shall not exceed ten business days from the relevant Valuation Day.

In addition, a dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents of the Company. Such dilution levy should not exceed a certain percentage of the Net Asset Value determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the sales documents of the Company. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet purchase and redemption requests.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company ("réviseur d'entreprises agréé") and provided that such securities comply with the investment policy of the relevant Sub-Fund as described in the sales documents for the shares.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the board of directors in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles.

The redemption price per share shall be paid within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares and which shall not exceed ten business days from the relevant Valuation Day, as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 12 hereof.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares of the relevant Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Further, if on any given date redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the number of shares in issue of a specific class or in case of a strong volatility of the market or markets on which a specific class is investing, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board considers to be in the best interests of the Company. In any such case, an exit fee to be determined by the board of directors may be charged to the shareholders making a redemption or conversion request to cover the corresponding costs of disinvestment of the underlying portfolio. The rate of such exit fee will be the same for all shareholders having requested the redemption or conversion of their shares on the same Valuation Day. The exit fee shall revert to the class of shares from which the redemption or conversion was effected. On the next Valuation Day following such period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the relevant class within the relevant Sub-Fund, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the sales documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

The Company may, subject to the acceptance of the relevant shareholders, and if the principle of equal treatment between shareholders is complied with, make redemptions in kind of part of or all their shares in compliance with the conditions set forth by the Company (including but not limited to the production of a report of an independent auditor).

In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund has decreased to an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or in case of a significant change of the economic or political situation or in order to proceed to an economic rationalization, the board of directors may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes of shares at least thirty days prior to the Valuation Day at which the redemption shall take effect. Registered holders shall be notified in writing. The Company shall inform holders of bearer shares by publication of a notice in newspapers to be determined by the board of directors, unless all such shareholders and their addresses are known to the Company. In addition, if the assets of any Sub-Fund do not reach or fall below a level at which the board of directors considers management possible, the board of directors may decide the merger of one Sub-Fund with one or several other Sub-Funds of the Company in the manner described in Article 24 hereof.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Any shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class, within the same Sub-Fund or from one Sub-Fund to another Sub-Fund.

The price for the conversion of shares from one class into another class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares, calculated on the same Valuation Day.

The board of directors may set restrictions i.a. as to the frequency, terms and conditions of conversions and subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

The shares which have been converted into shares of another class shall be cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to

the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

Specifically but without limitation, the Company may restrict the ownership of shares in the Company by any U.S. person, as defined in this Article, and for such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a U.S. person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a U.S. person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a U.S. person; and

C.- decline to accept the vote of any U.S. person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any U.S. person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and in the case of bearer shares, the certificate or certificates representing such shares shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Day specified by the board of directors for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant class or classes of shares. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" means a citizen or resident of, or a company or partnership organized under the laws of or existing in any state, commonwealth, territory or possession of the United States of America, or on estate or trust other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States of America is not includible in gross income for purpose of computing United States income tax payable by it, or any firm, company or other entity, regardless of citizenship, domicile, situs or residence if under the income tax laws of the United States of America from time to time in effect, the ownership thereof would be attributed to one or more U.S. persons or any such other person or persons defined as a "U.S. person" under Regulation S promulgated under the United States Securities Act of 1933 or in the United States Internal Revenue Code of 1986, as amended from time to time.

U.S. person as used herein does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class of shares within each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant Sub-Fund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each class of shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, on any such Valuation Day, by the number of shares in the relevant class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The valuation of the net asset value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(b) The value of each security which is quoted or dealt in on a stock exchange will be based on its last closing price on the stock exchange which is normally the principal market for such security known at the end of the day preceding the relevant Valuation Day.

(c) The value of each security dealt in on any other Regulated Market (as defined in Article 18 thereof) will be based on its last closing price known at the end of the day preceding the relevant Valuation Day.

(d) In the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or other Regulated Market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) or (c) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

(e) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the board of directors.

The board of directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the board of directors, as well as such amount (if any) as the board of directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment manager and adviser, including performance fees, fees and expenses payable to its auditors and accountants, custodian and its correspondents, domiciliary and corporate agent, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the directors (if any) and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any Governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The board of directors shall establish a Sub-Fund in respect of each class of shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more classes of shares in the following manner:

a) If two or more classes of shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, classes of shares may be defined from time to time by the board so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions ("distribution shares") or not entitling to distributions ("capitalisation shares") and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) any other specific features applicable to one class;

b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund established for that class of shares, and the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the class of shares to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such class or classes shall be applied to the corresponding Sub-Fund subject to the provisions of this Article;

c) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;

d) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds prorata to the net asset values of the relevant classes of shares or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith, provided that all liabilities, whatever Sub-Fund they are attributable to, shall, unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Company as a whole;

f) Upon the payment of distributions to the holders of any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company; provided however, that if the exact value or nature of such

consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each class of shares, the net asset value per share and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the board of directors, such date or time of calculation being referred to herein as the "Valuation Day".

The Company may suspend the determination of the net asset value per share of any particular class and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as the conversion from and to shares of each class:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such class of shares from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Company attributable to such class of shares quoted thereon;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the board of directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such class of shares would be impracticable;

c) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such class of shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the board of directors, be effected at normal rates of exchange;

d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such class of shares cannot promptly or accurately be ascertained;

e) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company.

f) any period when the market of a currency in which a substantial portion of the assets of the Company is denominated is closed other than for ordinary holidays, or during which dealings therein are suspended or restricted.

g) any period when political, economic, military, monetary or fiscal circumstances which are beyond the control and responsibility of the Company prevent the Company from disposing of the assets, or determining the net asset value of the Company in a normal and reasonable manner.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other class of shares.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value.

Title III. Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 14. Board Meetings. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such

appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other number of directors that the board may determine, are present or represented.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the person who will chair the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors or by the secretary or any other authorized person.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the board.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. Delegation of Power. The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Company may enter with any Luxembourg or foreign company into (an) investment management agreement(s), according to which the above mentioned company or any other company first approved by it will supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to Article 18 hereof. Furthermore, such company may, on a day-to-day basis and subject to the overall control and ultimate responsibility of the board of directors of the Company, purchase and sell securities and otherwise manage the Company's portfolio. The investment management agreement shall contain the rules governing the modification or expiration of such contract(s) which are otherwise concluded for an unlimited period.

The board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. In the determination and implementation of the investment policy the Board of Directors may cause the assets of the Company to be invested in transferable securities and money market instruments, units of undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") authorised according to Directive 2009/65/EC and/or other undertakings for collective investment ("UCIs") within the meaning of Article 1, paragraph (2) first and second indents of Directive 85/611/EEC, deposits with credit institutions, financial derivative instruments and all other permitted assets such as referred to in Part I of the 2010 Law.

Such assets may comprise but are not limited to:

(a) Transferable securities and money market instruments admitted to official listings on stock exchanges in Member States of the European Union (the "EU"),

(b) Transferable securities and money market instruments dealt in on other regulated markets in Member States of the EU, that are operating regularly, are recognised and are open to the public,

(c) Transferable securities and money market instruments admitted to official listings on stock exchanges in any other country in Eastern and Western Europe, the American continent, Asia, Oceania and Africa,

(d) Transferable securities and money market instruments dealt in on other regulated markets that are operating regularly, are recognised and open to the public of any other country in Eastern and Western Europe, the American continent, Asia, Oceania and Africa,

(e) Recently issued transferable securities and money market instruments provided that the terms of the issue include an undertaking that application will be made for admission to the official listing on one of the stock exchanges as specified in a) and c) or regulated markets that are operating regularly, are recognised and open to the public as specified in b) and d) and that such admission is secured within a year of issue,

(f) Units of UCITS and/or other UCIs within the meaning of Article 1(2), first and second indents of Directive 2009/65/EC, as amended, whether they are situated in a Member State or not, provided that:

- such other UCIs are authorized under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

- the level of protection for unitholders in the other UCIs is equivalent to that provided for unitholders in a UCITS, and in particular that the rules on assets segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC, as amended;

- the business of the other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

- no more than 10 % of the UCITS' or other UCIs' assets whose acquisition is contemplated (or of the assets of any sub-fund thereof, provided that the principle of segregation of liabilities of the different compartments is ensured in relation to third parties), can, according to their constitutional documents, be invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs;

(g) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in an EU Member State or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;

(h) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market; and/ or financial derivative instruments dealt in over-the-counter ("OTC derivatives"), provided that:

- the underlying consists of instruments described in sub-paragraphs (a) to (g) above, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives;

- the counterparties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF and;

- the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company's initiative;

(i) money market instruments other than those dealt in on a regulated market, which fall under Article 1 of the 2002 Law, if the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of an EU Member State, the European Central Bank, the EU or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong or;

- issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets referred to in subparagraphs (a), (b) or (c) above, or;

- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law, or;

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least EUR 10 million and which presents and publishes its annual accounts in accordance with Directive 78/660/EEC (1), is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

The Company may invest up to a maximum of 20 per cent. of the net assets of any Sub-Fund in equity and/or debt securities issued by the same body when the aim of the investment policy of the given Sub-Fund is to replicate the composition of a certain equity or debt securities index which is recognised by the CSSF, on the following basis:

- * the composition of the index is sufficiently diversified,
- * the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers,
- * it is published in an appropriate manner.

This limit is increased to 35% where that proves to be justified by exceptional market conditions in particular in regulated markets where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. Investment up to this limit is permitted only in the securities of a single issuer.

The Company may invest up to a maximum of 35 per cent. of the assets of any Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, by a non-Member State or by public international bodies to which one or more Member States belong.

The Company may invest up to 100 per cent. of the assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, by another member State of the OECD or public international bodies of which one or more Member States are members, provided that (i) such securities are part of at least six different issues, and (ii) securities from any one issue do not account for more than 30 per cent of the total assets of such Sub-Fund.

Moreover, a Sub-fund of the Company may subscribe, acquire and/or hold securities to be issued or issued by one or more other sub-funds of the Company, in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company and with the restrictions set forth in the Law of 17 December 2010.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board of Directors may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company:

- (i) create any Sub-fund and/or class of shares qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS,
- (ii) convert any existing sub-fund and/or class of shares into a feeder UCITS sub-fund and/or class of shares or
- (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS sub-fund and/or class of shares.

By way of derogation from Article 46 of the 2010 Law, the Company or any of its sub-funds which acts as a feeder (the "Feeder") of a master-fund shall invest at least 85% of its assets in another UCITS or in a sub-fund of such UCITS (the "Master").

The Feeder may not invest more than 15% of its assets in the following elements:

- (i) ancillary liquid assets in accordance with Article 41, paragraph (2), second sub-paragraph of the 2010 Law;
- (ii) financial derivative instruments which may be used only for hedging purposes, in accordance with Article 41 first paragraph, point g) and Article 42 second and third paragraphs of the 2010 Law;
- (iii) movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of the Company' business.

Irrespective of the foregoing conditions, each Sub-Fund may, pursuant to the risk distribution principle, invest up to 100% of its assets in securities and money market instruments of different issues, brought out or guaranteed by an EU Member State or its member corporations or by an OECD Member State or by international public law organisations to which belong one or more EU Member States, provided that (i) said securities are brought out under at least six different issues, and (ii) securities from one and the same issue may not exceed 30% of the net assets of the relevant Sub-Fund.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the Investment Manager, the custodian or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as such law may be amended from time to time.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the board of directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one fifth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in the Grand Duchy of Luxembourg at a place specified in the notice of meeting, on the third Thursday in the month of October at 2.00 p.m..

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

If bearer shares are issued the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the board of directors may decide.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The holders of bearer shares are obliged, in order to be admitted to the general meetings, to deposit their share certificates with an institution specified in the convening notice at least five clear days prior to the date of the meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share of whatever class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder and who may be a director of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 23. General Meetings of Shareholders of a Class or of Classes of Shares. The shareholders of the class or of classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class.

The provisions of Article 22, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other class or classes, shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such class or classes in compliance with Article 68 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 24. Closure and Merger of Sub-Funds, Categories or Classes.

A- Closure of Sub-funds, Categories or Classes

In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund, Category or Class has decreased to an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund, Category or Class to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economical or political situation relating to the Sub-Fund, Category or Class concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund, Category or Class or in order to proceed to an economic rationalization, the board of directors may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant class or classes issued in such Sub-Fund, Category or Class at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses), calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of the class or classes of shares issued in any Sub-Fund may, upon proposal from the board of directors, redeem all the shares of the relevant class or classes issued in such Sub-Fund and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the shares present or represented.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

B- Merger of Sub-funds, Categories or Classes

The Board of Directors of the Company may decide, in the interest of the shareholders, to transfer the assets of one sub-fund, category or class of shares to those of another sub-fund, category or class of shares within the Company. Such mergers may be performed for reasons of various economic reasons justifying a merger of sub-funds, categories or classes of shares. The merger decision shall be published and be sent to all registered shareholders of the sub-fund, category or of the concerned class of shares at least one month before the effective date of the merger. The publication in question shall indicate, in addition, the characteristics of the new sub-fund, the new category or class of shares. Every Shareholder of the relevant sub-fund, categorie or classes shall have the opportunity of requesting the redemption or the conversion of his own shares without any cost (other than the cost of disinvestment) during a period of at least 30 days before the effective date of the merger, it being understood that the effective date of the merger takes place five business days after the expiry of such notice period.

After the expiry of this period, the decision shall apply to all the shareholders who have not taken advantage of the option of leaving free of charge.

In the same circumstances as described in the previous paragraph and in the interest of the shareholders, the transfer of assets and liabilities attributable to a sub-fund, category or class of shares to another UCITS or to a sub-fund, category or class of shares within such other UCITS (whether established in Luxembourg or another Member State and whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund), may be decided by the Board of Directors of the Company, in accordance with the provisions of the Law of 17 December 2010. The Company shall send a notice to the Shareholders of the relevant sub-fund in accordance with the provisions of CSSF Regulation 10-5. Every Shareholder of the relevant sub-fund, category or class shall have the opportunity of requesting the redemption or the conversion of his own shares without any cost (other than the cost of disinvestment) during a period of at least 30 days before the effective date of the merger, it being understood that the effective date of the merger takes place five business days after the expiry of such notice period.

In the case of a contribution in a different Undertaking for collective investment, of the type "investment or mutual fund", the contribution shall only involve the shareholders of the sub-fund, the category or the class of shares in question who have expressly approved the contribution. Otherwise, the shares belonging to the other shareholders who have not made a statement regarding that merger shall be reimbursed without any cost. Such mergers may be carried out in various economic circumstances that justify a merger of sub-funds.

In case of a merger of a sub-fund, category or class of shares where, as a result, the Company ceases to exist, the merger needs to be decided by a meeting of shareholders of the sub-fund, category or class of shares concerned, for which no quorum is required and decisions are taken by the simple majority of the votes cast.

Art. 25. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of July of each year and shall terminate on the thirtieth of June of the following year.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of such

Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the board of directors to declare, distributions.

For any class of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders. Payments of distributions to holders of bearer shares shall be made upon presentation of the dividend coupon to the agent or agents therefor designated by the Company.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant class or classes of shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 27. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector (herein referred to as the "custodian").

The custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as such law may be amended from time to time.

If the custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the custodian but shall not remove the custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Art. 30. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 31. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as such laws may be amended from time to time.

Transitional Dispositions

1) The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 30 June 2013.

2) The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2013.

Subscription and Payment

All the one hundred (100) shares are subscribed by Mediobanca - Banca di Credito Finanziario S.p.A. prenamed.

All the shares have been entirely paid up in cash, so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the management company of the Company as a result of the formation of the Company are estimated at approximately three thousand Euro (EUR3,000).

First Extraordinary General Meeting of Shareholders

The above named party, representing the entire subscribed capital and considering itself as duly convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting of shareholders. Having first verified that it was regularly constituted, it has passed the following resolutions:

1. The address of the Company is set at BNP Paribas Securities Services, Luxembourg Branch, 33, rue de Gasperich, Hesperange, L-5826, Luxembourg.

2. The number of directors is fixed at five (5).

3. The following persons are appointed as directors, their mandate expiring on occasion of the annual general meeting of shareholders to be held in 2013;

- Mr Daniele Bartoccioni, Managing Director - Client Solutions Group, Mediobanca - Banca di Credito Finanziario S.p.A., born in Foligno (PG), Italy, on 1.01.1975, having its professional address residing at 33, Grosvenor Place, London SW1X 7HY;

- Mr Antonio Maria Penna, Manager, Banca Esperia S.p.A., born in Sesto San Giovanni (MI), Italy on 6.02.1958, having its professional address at Via Filodrammatici, 5, 20121 Milano, Italy;

- Mr Gianluca Romeo, Head of Credit Risk for Financial Institutions, Mediobanca - Banca di Credito Finanziario S.p.A., born in San Dona di Piave (VE), Italy, on 9.11.1973, residing at Piazzeta Enrico Cuccia 20121 Milano, Italy;

- Mr Renato La Fianza, Director - Client Solutions Group, Mediobanca - Banca di Credito Finanziario S.p.A., born in Torino, Italy on 28.07.1980, having its professional address at 33, Grosvenor Place, London SW1X 7HY;

- Mr Fabio Ventola, Director, Duemme International Luxembourg SA, born in Brindisi, Italy, on 11.09.1963, having its professional address at 2, Boulevard de la Foire, croisement Place de l'Etoile, L-1528, Luxembourg.

4. The following is appointed as independent auditor for the same period:

Ernst & Young, a société anonyme with registered office at 7, rue Gabriel Lippman, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg, RCS Luxembourg B 47.771.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing person, the said person signed together with the notary, the present original deed.

Signé: A. PINO et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 février 2013. LAC/2013/8209. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 26 février 2013.

Référence de publication: 2013029968/811.

(130035907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Treveria Seventeen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 124.955.

—
EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse du siège social de Treveria F.S.à r.l., associé de la Société a changé. Elle est désormais la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016061/14.

(130018796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Treveria Sixteen S.à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 125.076.

—
EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse du siège social de Treveria F.S.à r.l., associé de la Société a changé. Elle est désormais la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016062/14.

(130018797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Treveria Thirty S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 125.660.

—
EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse du siège social de Treveria F.S.à r.l., associé de la Société a changé. Elle est désormais la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016063/14.

(130018823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Treveria Thirty-One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 125.661.

—
EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse du siège social de Treveria F.S.à r.l., associé de la Société a changé. Elle est désormais la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016064/14.

(130018789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Summerlee Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 174.227.

—
STATUTES

In the year two thousand twelve, on the twelfth day of December.

Before Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

DUCHEMIN INVESTMENTS LIMITED, a company incorporated and existing under the law of the British Virgin Islands, with registered office at Trident Chambers, P.O. Box 146, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, company number: 1061433,

duly represented by Mr Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, residing professionally at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal on 12 December 2012 which, having been signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Acting as sole member of the company SUMMERLEE LIMITED (hereafter the “Company”), incorporated on 8 October 2002 under the law of the British Virgin Islands, having its registered office at Trident Chambers, P.O. Box 146, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, Company number: 516619.

The sole member, represented as mentioned above, submits to the notary the following documents:

(a) A copy of the decisions to transfer the registered office of the Company to Luxembourg taken in the British Virgin Islands on 10 December 2012 by the sole member and by the sole director,

(b) The balance sheet of the Company before the transfer of the registered office dated 31 October 2012,

(c) A declaration relating to the value of the Company issued by the sole director on 10 December 2012.

Said documents, signed *ne varietur*, shall remain attached to the present deed.

The sole member, represented as mentioned above, requests the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The sole member decides to confirm and to ratify the decisions taken in the British Virgin Islands to transfer the registered office of the Company from Trident Chambers, P.O. Box 146, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, to L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, in accordance with the provisions of Luxembourg law and the rules concerning juridical person status, the Company being maintained without break in continuity and without the creation of a new legal entity.

The sole member decides that the Company shall therefore be as of today and henceforth exclusively governed by Luxembourg law.

The sole member decides to fix the address of the registered office of the Company at 2, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg.

Second resolution

The sole member decides that the Company will exist in the form of a Luxembourg “société à responsabilité limitée” under the denomination of SUMMERLEE SARL.

Third resolution

The sole member decides to adopt as Company purpose the provisions particular to a “SOPARFI” (“société de participations financières”).

Fourth resolution

The sole member records and accepts the description and substance of the assets and liabilities of the Company as results from the balance sheet of the Company as at 31 October 2012.

It appears from the declaration issued by the sole director that the value of the net assets of the Company amounts to USD 650,300 (six hundred and fifty thousand three hundred American Dollars), i.e. EUR 500,000.00 (five hundred thousand Euro) pursuant to the exchange rate as at 30 November 2012. So that, it is decided to fix the corporate capital of the Luxembourg Company to an amount of EUR 500,000 (five hundred thousand Euro), represented by 5,000 (five thousand) corporate units of EUR 100 (one hundred Euro) each, exchanged against the former shares.

Fifth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole member decides to proceed to a complete revision of the articles of association, in accordance with Luxembourg law, to read as follows:

“ **Art. 1.** A limited liability company is hereby formed, that will be governed by these articles and by the relevant legislation.

The name of the company is SUMMERLEE SARL.

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by collective decision of the members.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The company may borrow in any form whatever. The company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the law of August 10, 1915.

The company may also acquire, sell, manage and promote all sorts of real estate located in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad.

The company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Art. 5. The corporate capital of the company is fixed at EUR 500,000 (five hundred thousand Euro) divided into 5,000 (five thousand) corporate units with a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro) each.

Art. 6. The capital may be increased or reduced at any time as laid down in article 199 of the law concerning Commercial Companies.

Art. 7. Each corporate unit entitles its owner to a proportional right in the company's assets and profits.

Art. 8. Corporate units are freely transferable among members. The corporate unit transfer to non-members may only be done in accordance with the law on Commercial Companies.

Art. 9. The company will not be dissolved by death, interdiction, bankruptcy or insolvency of one of the members.

Art. 10. For no reason and in no case, the heirs, creditors or other rightful claimants of the members are allowed to pursue the sealing of property or documents of the company.

Art. 11. The company will be managed by at least one manager who need not to be member and who is appointed by the general meeting of members.

The general meeting may appoint a General Manager.

Towards third parties, the company is in all circumstances committed either by the sole signature of the General Manager or by the joint signature of two managers or by the individual signature of a delegate acting within the limits of his powers.

Art. 12. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible. As agents of the company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 13. Every member may take part in the collective decisions. He has a number of votes equal to the number of corporate units he owns and may validly act at the meetings through a special proxy.

Art. 14. Collective decisions are only valid if they are adopted in accordance with the dispositions of the law on Commercial Companies.

Art. 15. The business year begins on 1st January and ends on 31st December of each year.

Art. 16. Every year on 31st December, the annual accounts are drawn up by the managers.

Art. 17. The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the company.

Art. 18. At least 5% of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% of the corporate capital.

The remaining balance is at the disposal of the members.

Art. 19. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not to be members and who are appointed by the general meeting which will specify their powers and remuneration.

Art. 20. If, and as long as one member holds all the corporate units, the company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the law on Commercial Companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 21. For anything not dealt with in the present Articles of Incorporation, the members refer to the relevant legislation."

Transitional provisions

The first financial year in the Grand Duchy of Luxembourg begins on the present date and ends on 31 December 2012.

Sixth resolution

The sole member accepts the resignation of the former sole director of the Company and decides to grant discharge to him for the exercise of his mandate until today.

The sole member decides to appoint as General Manager and managers of the Luxembourg Company with the powers indicated in article 11 of the new Articles:

General Manager:

1. Mr Claude POOS, company director, born on 28 August 1966 in Esch-sur-Alzette, residing professionally at 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

Managers:

2. Mrs Myriam SPIROUX-JACOBY, company director, born on 2 October 1963 in Dudelange, residing professionally at 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

3. Mr Benoît SIROT, Company Secretary, born on 1st May 1965 in Villerupt, France, residing professionally at 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

The General Manager and the managers are elected for an undetermined period and may appoint agents, fix their powers, competences and dismiss them.

Costs

The costs, expenditures, remunerations and charges in whatsoever form, incumbent on the Company or chargeable to it by reason of these presents, are estimated, without any prejudice, at approximately the sum of EUR 2,000 (two thousand Euro).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read and translated into the language of the proxy holder of the appearing party, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille douze, le douze décembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

DUCHEMIN INVESTMENTS LIMITED, une société constituée et existante suivant la loi des Iles vierges britanniques, ayant son siège social à Trident Chambers, P.O. Box 146, Road Town, Tortola, Iles vierges britanniques, société numéro: 1061433,

ici représentée par Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

spécialement mandaté à cet effet par procuration donnée sous seing privé en date du 12 décembre 2012 laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise aux formalités de l'enregistrement.

Agissant en tant qu'associée unique de la société SUMMERLEE LIMITED (ci-après la «Société»), constituée le 8 octobre 2002 sous le droit des Iles vierges britanniques, ayant son siège social à Trident Chambers, P.O. Box 146, Road Town, Tortola, Iles vierges britanniques, société numéro: 516619.

L'associée unique, représentée comme dit ci-avant, soumet au notaire les documents suivants:

(a) une copie des décisions de transférer le siège social de la Société à Luxembourg prises le 10 décembre 2012 aux Iles Vierges Britanniques par l'associé unique et l'administrateur unique,

(b) le bilan de la Société avant le transfert du siège social, daté du 31 octobre 2012,

(c) une déclaration relative à la valeur de la Société, émise le 10 décembre 2012 par l'administrateur unique.

Lesdits documents, signés ne varietur, resteront annexés au présent acte.

L'associée unique, représentée comme dit ci-avant, prie le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de confirmer et de ratifier les résolutions prises aux Iles vierges britanniques de transférer le siège social de la Société de Trident Chambers, P.O. Box 146, Road Town, Tortola, Iles vierges britanniques, au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise et aux règles concernant le statut de la personnalité juridique de la Société, celle-ci étant maintenue sans rupture et sans création d'un être moral nouveau.

L'associé unique décide que la Société sera donc dès aujourd'hui et dorénavant régie par le droit luxembourgeois, à l'exclusion de tout autre.

L'associée unique décide de fixer l'adresse du siège social de la Société au 2, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg.

Seconde résolution

L'associée unique décide que la Société à Luxembourg existera sous la forme d'une société à responsabilité limitée sous la dénomination de SUMMERLEE SARL.

Troisième résolution

L'associée unique décide d'adopter comme objet de la Société les dispositions particulières concernant une «SOPARFI» (société de participations financières).

Quatrième résolution

L'associée unique prend acte de et accepte la description et la substance des actifs et passifs de la Société tels qu'ils résultent du bilan de la Société daté du 31 octobre 2012.

Il ressort de la déclaration émise par l'administrateur unique que la valeur des actifs nets de la Société s'élève à USD 650.300 (six cent cinquante mille trois cents dollars américains), i.e. EUR 500.000,00 (cinq cent mille euros) conformément au taux de change au 30 novembre 2012. Il est donc décidé de fixer le montant du capital social à EUR 500.000 (cinq cent mille euros), représenté par 5.000 (cinq mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune, échangées contre les anciennes actions.

Cinquième résolution

L'associée unique décide de procéder à une refonte complète des statuts, en conformité avec la loi luxembourgeoise, et de leur donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}** . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de SUMMERLEE SARL.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société a en outre pour objet l'achat, la vente, la gestion et la mise en valeur de tous biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 500.000 (cinq cent mille euros) représenté par 5.000 (cinq mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés que dans les termes prévus par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par au moins un gérant, associé ou non, nommé par l'assemblée générale des associés.

L'assemblée générale des associés pourra nommer un Gérant-Dirigeant.

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du Gérant-Dirigeant ou par la signature conjointe de deux gérants ou par la signature individuelle d'un délégué dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le 31 décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.»

Dispositions transitoires

Le premier exercice social au Grand-Duché de Luxembourg débute à la date de ce jour pour finir le 31 décembre 2012.

Sixième résolution

L'associée unique accepte la démission de l'ancien administrateur unique de la Société et décide de lui donner décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

L'associée unique décide de nommer comme Gérant-Dirigeant et gérants de la Société luxembourgeoise, avec les pouvoirs définis à l'article 11 des nouveaux statuts:

Gérant-Dirigeant:

1. Monsieur Claude POOS, administrateur de société, né le 28 août 1966 à Esch-sur-Alzette, demeurant professionnellement au 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

Gérants:

2. Madame Myriam SPIROUX-JACOBY, administrateur de société, née le 2 octobre 1963 à Dudelange, demeurant professionnellement au 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

3. Monsieur Benoît SIROT, "Company Secretary", né le 1^{er} mai 1965 à Villerupt, France, demeurant professionnellement au 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Le Dirigeant et les gérants sont nommés pour une durée indéterminée et pourront nommer des agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer.

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement sans nul préjudice à la somme de EUR 2.000 (deux mille euros).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: L. HANSEN, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 décembre 2012. Relation: LAC/2012/60307. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008175/282.

(130008345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Treveria Three S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 123.351.

— EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse du siège social de Treveria F S.à r.l., associé de la Société a changé. Elle est désormais la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016065/14.

(130018786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Treveria Twenty S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 124.944.

— EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse du siège social de Treveria F S.à r.l., associé de la Société a changé. Elle est désormais la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016066/14.

(130018793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Treveria Twenty-Nine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 125.666.

—
EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse du siège social de Treveria F S.à r.l., associé de la Société a changé. Elle est désormais la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016067/14.

(130018822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Treveria Twenty-One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 124.920.

—
EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse du siège social de Treveria F S.à r.l., associé de la Société a changé. Elle est désormais la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016068/14.

(130018792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Treveria Twenty-Seven S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 124.919.

—
EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse du siège social de Treveria F S.à r.l., associé de la Société a changé. Elle est désormais la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016069/14.

(130018790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Tomkins American Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 110.500,00.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 23-25, rue Notre-Dame.
R.C.S. Luxembourg B 86.645.

—
In the year two thousand and twelve, on the twenty-eighth of December.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Tomkins Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under Luxembourg laws, having its registered office at 23-25, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 86.644 and having a share capital of one hundred thirteen thousand seven hundred fifty United States Dollars (USD 113.750,00),

here represented by Mr. Jonas Mullo, employee, with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given in December 2012.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing person is the sole shareholder of the private limited liability company established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name "Tomkins American Investments S.à r.l." (hereinafter, the Company), with registered office at 23-25, rue Notre-Dame, L-2240 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 86.645, established pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg dated February 28, 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 961, dated June 24, 2002, and whose articles of association have been last amended pursuant to a deed of the undersigned notary, dated September 29, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2618 dated November 30, 2010.

II. The Company's share capital is set at one hundred ten thousand five hundred United States Dollars (USD 110.500,00) represented by four thousand four hundred twenty (4.420) shares with a nominal value of twenty-five United States Dollars (USD 25,00) each.

III. The sole shareholder resolves to change the Company's accounting year-end to December 31 of each year, the accounting year having started on April 5, 2012 closing on December 31, 2012.

IV. The sole shareholder resolves to amend article 15 of the Company's articles of association to give it henceforth the following wording:

" Art. 15. The Company's financial year starts on the first of January of each year and ends on the thirty-first of December of the same year."

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the above resolutions are estimated at one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Senningerberg, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by his full name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-huit décembre.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Tomkins Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 23-25, rue Notre-Dame, L-2240 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 86.644 et ayant un capital social de cent treize mille sept cent cinquante Dollars Américains (USD 113.750,00)

ici représenté par M. Jonas Mullo, employé, avec adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en décembre 2012.

Laquelle procuration, après avoir été signée *ne varietur* par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

La comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Tomkins American Investments S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 23-25, rue Notre-Dame, L-2240 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 86.645, constituée par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg en date du 28 février 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 961, en date du 24 juin 2002, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de notaire soussigné en date du 29 septembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2618, en date du 30 novembre 2010.

II. Le capital social de la Société est fixé à cent dix mille cinq cents Dollars Américains (USD 110.500,00) représenté par quatre mille quatre cents vingt (4.420) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Dollars Américains (USD 25,00) chacune.

III. L'associé unique décide de changer la fin de l'exercice social de la Société au 31 décembre de chaque année, l'exercice social ayant commencé le 5 avril 2012 clôturera le 31 décembre 2012.

IV. L'associé unique décide de modifier l'article 15 des statuts de la Société pour lui conférer la teneur suivante:

« **Art. 15.** L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre la même année.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge, à raison des présentes, sont évalués à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT PROCES-VERBAL, passé à Senningerberg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connu du notaire par ses nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Mullo, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 4 janvier 2013. Relation: EAC/2013/213. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013008188/90.

(130008450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Treveria Twenty-Six S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 124.921.

—
EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse du siège social de Treveria F S.à r.l., associé de la Société a changé. Elle est désormais la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016070/14.

(130018791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Treveria Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 123.345.

—
EXTRAIT

La Société prend acte que l'adresse du siège social de Treveria F S.à r.l., associé de la Société, a changé. Elle est désormais la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016071/14.

(130018787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.